

Congrès de Waterloo en juin dernier se comptaient sur les doigts de la main. Ce manque d'intérêt se retrouve aux États-Unis où les spécialistes de l'histoire africaine représentent seulement 2.1 % des 14 000 membres de l'American Historical Association. Et Myron Echenberg, historien de l'Afrique de l'Ouest et des maladies, formé à l'Université du Wisconsin et établi à McGill avant sa récente retraite, d'expliquer qu'après avoir adhéré deux fois à la SHC, il s'est retiré, déçu par le statut de son champ au sein de l'association : les intentions renouvelées d'attirer les historiens de l'Afrique ne semblaient apparaître que pour la forme.



Countryside in / Campagne au Kenya, Sam Stearman

Les hauts et les bas de l'histoire africaine au Canada, et la répartition géographique des intellectuels, dépendent en grande partie de la démographie, c'est à dire de la présence au pays d'une population d'origine africaine, et de ses lieux de résidence, ce qui fait de Toronto et de Montréal les deux endroits de prédilection. Le niveau des frais de scolarité pour les étudiants étrangers compte aussi pour beaucoup, de même que les aléas de la politique étrangère canadienne: dans les années 1960, les organismes subventionnaires ont suivi la volonté des politiciens de définir une ligne autonome vis-à-vis des États-Unis, et sous la gouverne de Mulroney, les ressources pour l'étude de l'Afrique du Sud ont augmenté dans le sillage de ses positions contre l'Apartheid. Les variations de l'intérêt du public canadien pour l'Afrique ont leur part de responsabilité, comme à la fin des années 1960, quand l'engouement pour les indépendances fit place à la désillusion vis à vis du Nigéria et du Congo en particulier, selon un texte contemporain de l'historien et syndicaliste Don Savage. Dès le départ, l'ACEA s'est d'ailleurs fait le champion de la promotion des connaissances sur l'Afrique au sein du public.

Invité il y a deux ans à revoir les quarante années de l'Association, le membre de la première heure, Fraser Taylor, géographe à Carleton et spécialiste du développement agricole en Afrique l'Est, relevait plusieurs problèmes inchangés — le besoin d'argent pour envoyer les étudiants aux cycles supérieurs et les chercheurs sur le continent tout en demeurant autonomes face aux entreprises commerciales et aux pouvoirs publics, la difficulté de créer des centres d'excellence au Canada et d'exercer une autonomie vis-à-vis des chercheurs américains, le petit nombre de cours de premier cycle concernant l'Afrique malgré la grande popularité de la matière. Il indiquait aussi des renforcements : il est maintenant possible de recevoir une

000 members. Myron Echenberg, historian of Western Africa and of health and disease, trained at the University of Wisconsin and established in McGill until his recent retirement, explains that after joining the CHA twice, he withdrew, disappointed by the status of his field in the organization: renewed intentions to attract historian of Africa never seemed materialize.

The vagaries of African history in Canada, and the geographical distribution of its scholars, depend in large part on demography, that is to say of the presence in the

country of a population of African origins, and of its location, which is why Toronto and Montreal are the two sites of predilection. The level of university fees for international students also counts for much, as well as the ups and downs of Canada's foreign policy: in the 1960s, public grant agencies followed politicians' will to define a Canadian policy distinct from that of the American government, and under the Mulroney government, resources for the study of South Africa rose in the wake of his position against Apartheid. The changing interest of the Canadian public for African matters have their share of responsibility, as they did at the end of the 1960s, when an initial sympathy for movements of decolonization was replaced by disillusion towards Nigeria and Congo in particular, as a contemporary text by historian and trade unionist Don Savage mentioned. Interestingly, from the start, the CAAS has championed the promotion of knowledge about Africa amongst the public.

Invited two years ago to survey the forty years of the Association, Fraser Taylor, member of the first hour and specialist of agricultural development in Eastern Africa at the Department of Geography of Carleton University, underlined many unchanged problems — the need for money to send graduate students and researchers to the continent, and to stay independent from government and business pressures, the difficulty to create centres of excellence in Canada and remain autonomous from American scholars, the small number of undergraduate courses devoted to Africa despite the popularity of the topic. He also indicated new strengths: it is now possible to receive advanced training in Canada whereas all the specialists of 1962 had been formed elsewhere; Canada's universities can better attract scholars and students from Africa, as it happened to Tcheuyap who, after a Ph.D. at the University of Yaoundé, pursued graduate training at Queen's University (Kingston) before landing in Toronto. In the 1960s and 1970s, Canada already harboured vibrant centres of interest for Africa, Echenberg remembers, as Dalhousie where Youé was a graduate

formation avancée au Canada alors que tous les spécialistes de 1962 étaient formés ailleurs; les Africanistes du Canada sont plus à même d'attirer des étudiants et des professeurs africains, comme c'est le cas de Tcheuyap, qui après un doctorat à l'Université de Yaoundé a poursuivi des études avancées à Queen's (Kingston) avant de s'installer à Toronto. Dans les années 1960 and 1970, le Canada comptait déjà, quelques centres vibrants d'intérêt pour le continent, se souvient Echenberg, comme Dalhousie, où Youé était étudiant aux cycles supérieurs : le *Centre for African Studies* y comptait des intellectuels de renommée internationale, tels Bertin Webster (une figure clef des études pré-coloniales) et John Flint, l'un des rédacteurs en chef de la *Cambridge History of Africa* et spécialiste du colonialisme. Depuis, Queen's, York, Laval et McGill représentent des lieux forts, à côté de plus petits centres, comme Alberta, Trent ou Carleton.



Arniston, Western Cape, South Africa /
Afrique du Sud, Sean Conradie

L'ACEA et la SHC partagent plusieurs problèmes : les africanistes tendent à travailler auprès des collègues qui enquêtent sur les mêmes régions à l'intérieur du continent, si bien que pour Susanne Klausen, historienne du genre et de la santé publique formée elle aussi à Queen's, et l'une des rares panelistes de Waterloo, la *Southern African Historical Association* est le regroupement professionnel le plus riche. De même, les historiens américains exercent encore un attrait certain par l'entremise de l'*African Studies Association*, malgré le fait que l'ACEA s'en soit dissociée en 1969, lors d'un unique congrès conjoint, tenu à Montréal, quand la politique américaine de libération noire a pris le dessus, au point d'interrompre les délibérations.

Quand on demande à Echenberg de que la SHC pourrait faire pour attirer ses jeunes collègues, il conjecture : le champ des études africaines s'ouvre de plus en plus vers d'autres « aires régionales », telles que Braudel les avaient définies, et rares sont les jeunes historiens qui n'ont pas un pied dans l'histoire latino-américaine (histoire atlantique) ou indienne (histoire de l'Océan Indien). Un conseil canadien des études régionales a brièvement fédéré leurs associations professionnelles au cours des années 1990, mais il n'a pu survivre sans l'aide du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Depuis, ces recoupements n'ont pas d'équivalent dans les associations professionnelles et, selon Youé, ils demeurent le fait d'une minorité de chercheurs. Mais, si le mouvement devait s'étendre, qui d'autre que les grandes associations comme la SHC pourra aisément leur offrir un lieu d'échanges communs?

student: it was called the Centre for African Studies, key members of which were internationally recognised scholars, historians, Bertin Webster (a key figure in pre-colonial African Studies) and John Flint, one of the editors of the *Cambridge History of Africa* and an expert in colonialism. Since then Queen's, York, Laval and McGill have added to the group, beside some smaller centres, such as the University of Alberta, Trent and Carleton.

The CAAS and the CHA share many problems: Africanists tend to work in close collabora-

tion with the colleagues who research similar regions inside Africa, so that for Susanne Klausen for instance, who works on gender and health history at Carleton, the Southern African Historical Association represents the most rewarding professional gathering. In addition, the American historians gathered under the African Studies Association (ASA) still exert a strong attraction, despite the fact that the CAAS took its distance from it in 1969. That year, a unique and infamous joint-meeting, held in Montreal, was interrupted by Afro-American activists denouncing the colonial nature of the ASA, largely ignoring the Canadian audience.

When asked what the CHA could do to invite his young colleagues, Echenberg muses: the field of African studies is opening more and more towards other areas or "regional studies" as defined by Fernand Braudel, and several historians of Africa of this third generation of Canadian scholars have a foot in South-Asian Studies (Indian Ocean history) or Latin American history (Atlantic history). A Canadian Council of Area Studies federated the associations for more than a decade from the early 1990s, with the help of the International development Research Centre (IDRC), but with the end of funding, they have gone their separate ways. Since then, these overlaps have had few equivalents amongst professional organizations and, to Youé, they remain the fact of very few scholars. But if the trend is to grow, where else than in large associations such as the CHA could they readily find a site of exchange?